

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPLUS EU

6, Avenue du VAL
78520 Limay

Code AIOT : 0006520506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement IMPLUS EU implanté 6, Avenue du VAL 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée afin de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 24 avril 2023.

L'information de Madame La Procureure du parquet de Versailles a été effectuée par message électronique du 28 juin 2023 à 14h06, qu'une inspection de cet établissement serait réalisée le lendemain le 29 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPLUS EU
- 6, Avenue du VAL 78520 Limay
- Code AIOT : 0006520506

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPLUS EU exploite un entrepôt de stockage de deux cellules de 6 000 m² pour le stockage de produits combustibles et de polymères.

L'exploitant IMPLUS EU est autorisé à exploiter ses installations de LIMAY par arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2016-40397 du 2 décembre 2016.

Rubrique 1510-2 : 2 cellules, 19690 tonnes pour un volume d'entrepôt de 149 098 m³

Rubrique 2663-2b (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères) : 2 cellules, volume stocké 35 702 m³

Les enjeux principaux pour ce type d'installation sont les risques d'incendie et de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie.

L'établissement est situé dans une zone industrielle dense, à proximité des routes départementales n° 145 et 190, de l'autoroute A13, de la gare de Limay et du port autonome de Paris à Limay.

Les premières habitations se situent à 15 mètres à l'ouest des limites de propriété.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 24 avril 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	APMU	AP de Mesures d'Urgence du 24/04/2023, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Suspension	7 jours et 1 mois
2	Enregistrement ECHA	Règlement européen du 18/12/2006, article 6	/	Mise en demeure, produits chimiques, Suspension	7 jours et 1 mois
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	/	Mise en demeure, produits chimiques	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Issues de secours	AP de Mise en Demeure du 26/06/2023, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des stocks d'aérosols plus importants que lors de l'inspection du 26 janvier 2023, dans des conditions de stockages similaires. L'exploitant n'est toujours pas autorisé à stocker ces aérosols relevant de la rubrique 4320. Les quantités stockées dépassent le seuil du seveso seuil bas pour ces aérosols (rubrique 4320). L'inspection a constaté une nouvelle fois l'absence de défense contre l'incendie adaptée à ces produits.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/04/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Evacuation des produits stockés sans autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, et tant qu'elle n'a pas régularisé sa situation administrative vis-à-vis du règlement REACH et vis-à-vis du code de l'environnement (autorisation ICPE), la société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, doit s'assurer de la prise en charge des produits qu'elle stocke, contenant les substances non enregistrées au titre du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé, par un tiers autorisé d'une part à exploiter des installations adaptées au stockage de ces produits (au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement) et d'autre part, en situation régulière par rapport aux prescriptions du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son état des stocks à l'inspection. L'inspection constate la présence de 778 286 unités d'aérosols, soit un total de 120,849 tonnes de substances d'aérosols (contenues dans les emballages) et de 169,917 tonnes d'aérosols (avec emballages).</p> <p>Les quantités présentes sont plus importantes que lors de l'inspection du 26 janvier 2023. L'inspection a constaté que les conditions de stockage n'ont pas évolué.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que les produits stockés depuis le 24 avril 2023 (date de l'APMU) ont été vendus et expédiés vers leurs clients (notamment le Groupe Courir, JD Sport Fashion en Belgique et Intersocks en Slovénie).</p> <p><u>Conclusion</u> : L'inspection constate que l'exploitant n'a pas respecté l'arrêté de mesure d'urgence du 24 avril 2023.</p> <p><u>Proposition</u> : Mise en demeure (délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant est mise en demeure de respecter l'arrêté de mesure d'urgence du 24 avril 2023 dans un délai de 7 jours.</p> <p>L'exploitant doit régulariser la situation administrative de son site par rapport à la rubrique 4320 de la nomenclature ICPE. Compte-tenu de l'absence de respect de l'APMU du 24/04/2023, des quantités constatées sur place, des conditions de stockage et de l'absence de défense contre l'incendie adaptée, il est proposé une mesure d'urgence de suspension de l'activité liée à la rubrique 4320 jusqu'à la régularisation complète de l'activité (ICPE et REACH).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Suspension
Proposition de délais : 7 jours, 1 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement ECHA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6 du règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (REACH) :</p> <p>Obligation générale d'enregistrement de substances telles quelles ou contenues dans des mélanges</p> <p>1. Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle quelle ou contenue dans un ou plusieurs mélange(s), en quantités de 1 tonne ou plus par an, soumet une demande d'enregistrement à l'Agence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que son fournisseur anglais lui a indiqué que la substance "petroleum gases liquefied" était exemptée d'enregistrement conformément à l'entrée 10 de l'annexe 5 (exemptions pour l'obligation d'enregistrement).</p> <p>Concernant la substance "naphta (petroleum) hydrotreated heavy", l'exploitant nous a indiqué que s'il était nécessaire de l'enregistrer il le ferait.</p> <p>Cette substance au regard des fiches de données de sécurité et des quantités présentes sur site est en quantité supérieure à 1 tonne et n'est pas enregistrée par l'exploitant (importateur de la substance).</p> <p>Quelques jours après l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection que son fournisseur anglais n'utilise plus cette substance finalement depuis 2 ans et l'a remplacé par la substance "Hydrocarbures, C9-C11, n-alkanes, isoalkanes, cyclics, moins de 2% aromatics ". L'exploitant fournit le numéro d'enregistrement du fabricant de cette substance. Cependant, l'inspection n'a pas de document attestant du contenu réel des produits détenus par Implus.</p> <p>Depuis l'inspection du 26 janvier 2023, l'exploitant n'est pas revenu vers l'inspection pour l'informer que la composition du produit n'était pas la bonne. C'est pour cette raison que l'inspection informera le service de la répression des fraudes pour effectuer un prélèvement de produits afin de les faire analyser.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Proposition : mise en demeure (délai : 7 jours et 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit justifier, sous 7 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, la quantité importée de chaque substance par an contenu dans les aérosols et préciser si ces substances ont été enregistrées au titre du règlement européen REACH (exemption, représentant exclusif etc.). Le cas échéant, l'exploitant doit sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, régulariser la situation, c'est-à-dire soit cesser l'activité d'importation des matières nécessitant un enregistrement, soit enregistrer auprès de l'ECHA les substances importées en quantité supérieure à 1 tonne par an, conformément au règlement n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006.</p>

En attendant la régularisation complète (ICPE et REACH) de la situation du site pour l'activité liée à la rubrique 4320, l'activité d'importation et de mise sur le marché d'aérosols de l'exploitant est suspendue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques, Suspension
Proposition de délais : 7 jours et 1 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Annexe II du règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 : [...] 3. RUBRIQUE 3 — Composition/informations sur les composants Cette rubrique de la fiche de données de sécurité décrit l'identité chimique du ou des composants de la substance ou du mélange, y compris les impuretés et les additifs stabilisants visés ci-après. Il convient d'indiquer les données de sécurité disponibles et appropriées en ce qui concerne la chimie des surfaces. [...] 3.2. Mélanges L'identificateur de produit, la concentration ou les fourchettes de concentration et les classifications doivent être fournies au moins pour toutes les substances visées aux points 3.2.1 et 3.2.2. Les fournisseurs de mélanges ont la faculté d'énumérer en outre toutes les substances présentes dans le mélange, y compris celles qui ne répondent pas aux critères de classification. Ces informations doivent permettre au destinataire d'identifier facilement les dangers liés aux substances présentes dans le mélange. Les dangers du mélange lui-même doivent être indiqués à la rubrique 2. [...] 3.2.3. Pour les substances mentionnées à la sous-rubrique 3.2: — il y a lieu de fournir leur classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008, y compris la ou les classes de danger et le ou les codes de catégories, tels que prévus au tableau 1.1 de l'annexe VI dudit règlement, ainsi que les mentions de danger et les mentions de danger supplémentaires. Il n'est pas nécessaire que les mentions de danger et les mentions de danger supplémentaires figurent intégralement dans cette sous-rubrique; leurs codes sont suffisants. Lorsque leur libellé n'est pas reproduit intégralement, il convient de faire référence à la rubrique 16, où figurera le texte intégral de chaque mention de danger pertinente. Si la substance ne répond pas aux critères de classification, il y a lieu de préciser la raison pour laquelle elle est mentionnée à la sous-rubrique 3.2, par exemple: «Substance vPvB non classée» ou «Substance pour laquelle il existe, en vertu des dispositions de l'Union, une limite d'exposition sur le lieu de travail». — il convient d'indiquer la limite de concentration spécifique, le facteur M et l'estimation de la toxicité aiguë pour la substance figurant à l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 ou déterminée conformément à l'annexe I dudit règlement, s'ils sont disponibles. — si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme et est enregistrée comme telle ou traitée comme telle dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, il y a lieu d'indiquer les caractéristiques des particules qui définissent la nanoforme, selon la description de l'annexe VI. Si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme mais n'est pas enregistrée</p>

ou traitée dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, les caractéristiques des particules qui ont une incidence sur la sécurité du mélange doivent être indiquées.

3.2.4. Pour les substances mentionnées à la sous-rubrique 3.2, il convient d'indiquer le nom et, s'il est disponible, le numéro d'enregistrement attribué en application de l'article 20, paragraphe 3, du présent règlement.

Sans préjudice des obligations incombant aux utilisateurs en aval prévues à l'article 39 du présent règlement, la partie du numéro d'enregistrement désignant les différents déclarants lors d'une soumission conjointe peut être omise par le fournisseur du mélange, pour autant que:

a) ce fournisseur s'engage à communiquer, sur demande, le numéro d'enregistrement complet pour les besoins de la mise en œuvre, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, à transmettre la demande à son fournisseur, conformément au point b);

et

b) ce fournisseur communique le numéro d'enregistrement complet à l'autorité de l'État membre chargée du contrôle de la mise en œuvre ou de l'exécution de la législation (ci-après l'«autorité de contrôle») dans les sept jours suivant la demande

Constats : L'exploitant a transmis quelques jours après l'inspection de nouvelles fiches de données de sécurité fournies par son fournisseur.

Les fiches sont en anglais donc non conformes à la réglementation.

De plus, ces nouvelles fiches indiquent des compositions différentes des produits dont l'exploitant n'était pas au courant. Le changement de substance a été fait il y a plus de 2 ans selon le fournisseur anglais.

L'inspection a constaté que les palettes des produits aérosols ne comportaient aucun étiquetage spécifique (mention de danger)

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 7 jours)

L'exploitant doit mettre à jour les fiches de données de sécurité avec l'ensemble des informations requises. Ce travail est à réaliser pour les produits identifiés par sondage par l'inspection mais également pour l'ensemble des produits pour lesquels la FDS n'est pas complète. L'exploitant doit s'assurer que l'étiquetage des produits concernés corresponde aux mentions de danger des FDS mises à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Issues de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2023, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en s'assurant que les issues de secours ne sont pas verrouillées et qu'elles restent facilement manœuvrables.
Constats : L'inspection a constaté que les issues de secours ne sont plus verrouillées et sont facilement manœuvrables. Conclusion : L'article 9 de l'arrêté de mise en demeure est donc respecté et peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet